

**PREFECTURE DE LA REGION
RHONE-ALPES
PREFECTURE DU RHONE**

PREFECTURE DE L'ISERE

PREFECTURE DE LA SAVOIE

**Arrêté inter-préfectoral
qualifiant la liaison ferroviaire Lyon -Turin
dans sa traversée des départements du Rhône, de l'Isère et de la Savoie
de « projet d'intérêt général » (PIG)**

Le Préfet de la Région Rhône-Alpes Préfet du Rhône Officier de la légion d'honneur Officier de l'ordre national du mérite	Le Préfet de l'Isère Officier de la légion d'honneur Officier de l'ordre national du mérite	Le Préfet de la Savoie Chevalier de la légion d'honneur
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.110, L.121-2, L.121-9, L.122-1, L.123-1, L.123-14, R.121-3 et R.121-4 ;

VU la loi n° 82-1153 d'orientation des transports intérieurs en date du 30 décembre 1982 modifiée ;

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

VU les décisions arrêtées par le comité interministériel de l'aménagement et du développement du territoire des 18 décembre 2003 et 14 octobre 2005 ;

VU l'Engagement National pour le Fret Ferroviaire pris en conseil des ministres le 16 septembre 2009 ;

VU la décision ministérielle du 25 janvier 2010 approuvant les études d'avant-projet sommaire (APS) de l'itinéraire d'accès au tunnel franco-italien et arrêtant le coût de l'investissement de l'itinéraire fret d'accès à la partie commune de la section internationale Lyon – Turin, annexée au présent arrêté ;

VU la décision ministérielle du 10 novembre 2011 retenant le principe d'une première phase de réalisation constituée d'une ligne mixte voyageurs et fret entre Grenay et Chambéry et d'une deuxième phase constituée d'une ligne nouvelle entre Avressieux et Saint Jean de Maurienne, avec la réalisation du premier tube des tunnels sous les massifs de Chartreuse et de Belledonne/Glandon et désignant le préfet de la Savoie comme préfet coordonnateur de l'enquête publique en application de l'article R.11-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, annexée au présent arrêté ;

Vu le dossier descriptif élaboré par le maître d'ouvrage du projet (Réseau Ferré de France), décrivant le projet et annexé au présent arrêté ;

considérant

● que le projet ci-dessus mentionné est destiné à la réalisation d'une opération d'aménagement qui a pour objectifs :

- de se donner une nouvelle ambition pour le fret ferroviaire,
- de poursuivre l'extension du réseau grande vitesse européen,
- de rendre les Alpes du Nord accessibles à la grande vitesse,
- d'améliorer les relations ferroviaires entre la France et l'Italie,
- de relier de manière efficace et performante les principales agglomérations des Alpes du Nord tout en améliorant le maillage régional ;

● qu'il a fait l'objet d'une inscription au programme d'investissements constituant l'Engagement National pour le Fret Ferroviaire ;

● qu'il a fait l'objet des décisions ministérielles visées ci-dessus, mises à disposition du public avec le dossier descriptif du projet conformément aux dispositions de l'article R.121-3 du code de l'urbanisme ;

● qu'il convient de veiller à ce que les documents d'urbanisme opposables sur le territoire des départements du Rhône, de l'Isère et de la Savoie prennent en compte les caractéristiques du projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin telles que celles-ci ont été précisées au travers des décisions ministérielles en date des 25 janvier 2010 et 10 novembre 2011 ainsi que du dossier descriptif, et qu'ils ne comportent notamment aucune disposition susceptible de compromettre, empêcher ou rendre plus onéreuse la réalisation dudit projet.

Sur proposition de MM. les secrétaires généraux des préfectures et directeurs départementaux des territoires du Rhône, de l'Isère et de la Savoie,

ARRESENT

Article 1^{er} : Le projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin, dans sa traversée du :

- département du Rhône (69), sur les territoires des communes de Colombier-Saugnieu et Saint Laurent de Mure ;

- département de l'Isère (38), sur les territoires des communes de Grenay, Satolas-et-Bonce, Chamagnieu, Frontonas, La Verpillière, Villefontaine, Vaulx-Milieu, L'Isle-d'Abeau, Saint Marcel Bel Accueil, Bourgoin, Ruy, Sérézin de La Tour, Cessieu, Saint Victor de Cessieu, Saint Jean de Soudain, La Tour du Pin, Sainte Blandine, Saint Didier de La tour, Saint Clair de La tour, Saint André le Gaz, La Bâtie-Montgascon, Filitieu, Chimilin, Aoste, Romagnieu, Chapareillan, Saint Maximin, Le Moutaret et La Chapelle du Bard ;

- département de la Savoie (73), sur les territoires des communes de Saint Genix sur Guiers, Belmont-Tramonet, Avressieux, Verel de Montbel, Ayn, Novalaise, Nances, La Motte-Servolex, Chambéry, Voglans, Francin, Montmélian, Dullin, Saint Alban de Montbel, La Bridoire, Attignat Oncin, Lépin le Lac, Aiguebelette le Lac, Saint Thibaud de Couz, Vimines, Saint Cassin, Montagnole, Apremont, Les Marches, Laissaud, Les Mollettes, Sainte Hélène du Lac, La Chapelle Blanche, Détrier, Arvillard, Saint Rémy de Maurienne, Saint Étienne de Cuines, Sainte Marie de Cuines, Pontamafrey-Montpascal, Jarrier et Saint Jean de Maurienne ;

est qualifié de Projet d'Intérêt Général au sens des dispositions de l'article R.121-3 du code de l'urbanisme.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes citées à l'article 1^{er} et , pour les :

département du Rhône (69), au président du syndicat mixte d'études et de programmation de l'agglomération lyonnaise (SEPAL) ;

département de l'Isère (38), aux présidents des syndicats mixtes des SCOT Nord Isère et Boucle du Rhône en Dauphiné (SYMBORD), au président du schéma directeur région urbaine de Grenoble, aux présidents de la communauté d'agglomération Porte de l'Isère, de la communauté de communes des Collines du Nord Dauphiné et de la communauté de communes du Grésivaudan ;

département de la Savoie (73), aux présidents du syndicat mixte Métropole Savoie, du syndicat mixte de l'Avant Pays Savoyard et de la communauté d'agglomération du Lac du Bourget,

qui devront prendre en compte le PIG dans leur document d'urbanisme.

Article 3 : En application de l'article R.121-4 du code de l'urbanisme, le présent arrêté deviendra caduc à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de sa notification aux communes, syndicats mixtes et communautés d'agglomération précitées et pourra le cas échéant être renouvelé.

Article 4 : Le présent arrêté et ses annexes seront tenus à la disposition du public dans les préfectures du Rhône, de l'Isère et de la Savoie, les sous-préfectures concernées, et les directions départementales des territoires du Rhône, de l'Isère et de la Savoie, ainsi que dans chacune des mairies des communes citées à l'article 1^{er} et sièges des syndicats mixtes et communautés d'agglomération citées à l'article 2.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures du Rhône, de l'Isère et de la Savoie, et mention sera faite dans deux journaux diffusés dans les départements du Rhône, de l'Isère et de la Savoie.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet, en application de l'article R.312-1 du code de justice administrative, modifié par la loi n° 2010-725 du 29 juin 2010, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de l'exécution des formalités de notification ou de publication.

Celle-ci peut également faire l'objet d'un recours gracieux. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Article 7 : MM. les secrétaires généraux des préfectures du Rhône, de l'Isère et de la Savoie, MM. les directeurs départementaux des territoires du Rhône, de l'Isère et de la Savoie, M. le directeur régional de Réseau Ferré de France, Mmes et MM. les maires des communes citées à l'article 1^{er} et MM. les présidents des syndicats mixtes et communautés d'agglomération cités à l'article 2, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux présidents des communautés de communes (CC) ou d'agglomérations (CA) suivantes :

- CC de l'Est Lyonnais
- CC Isle Crémieu
- CC Balmes Dauphinoises
- CC Les Vallons de la Tour
- CC de la Vallée de l'Hien
- CC La Chaîne des Tisserands
- CC Les Vallons du Guiers
- CC Val de Guiers
- CA Chambéry Métropole
- CC Pays de Montmélian
- CC Lac d'Aiguebelette
- CC du Mont Beauvoir
- CC La Rochette Val Gelon
- Syndicat du Pays de Maurienne
- CC Vallée de l'Arvan
- CC Cœur de Maurienne

Fait à Lyon, le 03 JAN 2012
Le Préfet de la région
Rhône-Alpes
Préfet du Rhône

Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER

Fait à Grenoble, le 03 JAN 2012
Le Préfet de l'Isère

Eric LE DOUARON

Fait à Chambéry, le 03 JAN 2012
Le Préfet de la Savoie

Christophe MIRMAND